



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DÉCISION RELATIVE À UN PROJET RELEVANT D'UN EXAMEN AU CAS PAR CAS EN
APPLICATION DE L'ARTICLE R.122-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

Société ONYX EST à LUDRES

**Projet de modification des installations autorisées visant à l'augmentation de la quantité
maximale de déchets non dangereux non inertes**

n° 2025-0051
AIOT 0006205716

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.181-46 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle de formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé ES/IP/2445_2023/120_2024 en date du 29/01/2024 sollicitant le dépôt d'un examen au cas par cas préalable à la demande ;

Vu le dossier de notification de modification de son installation reçu complet le 27 janvier 2025 et la demande d'examen au cas par cas reçu le 27 janvier 2025, présentés par la société ONYX EST, relatifs au projet de modification des installations autorisées visant à l'augmentation de quantité maximale de déchets non dangereux non inertes sur le territoire de la commune de Ludres ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est examinant la demande, référencé ES/IP/103_2025 en date du 27 février 2025 ;

Considérant les caractéristiques du projet :

- qui relève de la catégorie n° 1 de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement « installations classées pour la protection de l'environnement » ;
- qui consiste en l'augmentation de quantité maximale de déchets non dangereux non inertes ;
- qui ne modifie pas le classement des activités de la société ONYX EST au titre de la nomenclature des installations classées.

Considérant la localisation du projet au sein d'une zone anthropisée déjà utilisée pour cette activité et en dehors d'un zonage environnemental caractéristique d'une sensibilité particulière ;

- au sein d'un périmètre déjà classé au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- sur l'ancienne zone de stockage de bois existante ;

Considérant les impacts du projet sur le milieu ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire ses effets sur le milieu et la santé publique ;

- les nuisances et impacts potentiels sont négligeables ;
- il n'est pas susceptible de générer un impact notable sur la faune, la flore et les milieux naturels ;
- il ne génère pas de risque supplémentaire ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas regardé comme substantiel au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement ;

Considérant que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L.171-8 et à l'article L.122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

DÉCIDE

Article 1^{er} : Soumission à évaluation environnementale

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de modification des installations autorisées visant à l'augmentation de la quantité maximale de déchets non dangereux non inertes située sur le territoire de la commune de Ludres, Impasse Bernard Palissy, présenté par la société ONYX EST **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 : Substantialité en cas de dispense d'évaluation environnementale

En application de l'article R. 181-46-I du titre VIII du livre premier du Code de l'environnement, le projet de modification des installations autorisées visant à l'augmentation de la quantité maximale de déchets non dangereux non inertes au sein la société ONYX EST située sur le territoire de la commune de Ludres – Impasse Bernard Palissy , présenté par la société ONYX EST, **n'est pas assujetti à une demande d'autorisation environnementale et relève de l'article R.181-46-II du Code de l'environnement.**

Article 3 :

La présente décision, délivrée en application du IV de l'article L.122-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet de modification peut être soumis.

Article 4 :

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 5 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société ONYX EST

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Ludres

La présente décision sera publiée sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de quatre mois.

4 - MARS 2025

Nancy, le

Le préfet


Françoise SOULIMAN

Voies et délais de recours

La décision dispensant d'une étude d'impact rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut pas faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.